



1^{er} mai 2013 : Rassemblement à 11H Devant la Préfecture à Alençon.

**Mobilisation solidaire internationale de tous les travailleurs.
Pour le progrès social, mettons les pieds dans le plat !**

Dans le monde entier les intérêts de salariés sont communs !

Dans la plupart des pays, la même politique d'austérité et la restriction des droits démocratiques sont imposées aux salariés et aux populations. Elles aggravent la crise, plongent les peuples dans la misère et provoquent la récession notamment dans toute la zone euro.

Pour être plus fort, il faut se rassembler !

Les salariés doivent construire l'unité avec leurs organisations syndicales depuis leur lieu de travail jusqu'à l'échelle mondiale.

LE PATRONAT DEFEND SES INTERETS

Ils veulent nous mettre en concurrence !

Ils nous imposent l'austérité !

Ils provoquent la récession !

Ils provoquent le chômage !

Ils bafouent les droits syndicaux et les libertés !

Ils spéculent !

Ils sécurisent les employeurs et flexibilisent les salariés !

DEFENDONS NOS INTERETS DE SALARIES

▶ OPPOSONS LEUR NOTRE SOLIDARITE

▶ EXIGEONS L'AUGMENTATION DES SALAIRES

▶ CREONS UNE DYNAMIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE DE PROGRES

▶ NOUS VOULONS TRAVAILLER, PRODUIRE, DEVELOPPER L'EMPLOI

▶ IMPOSONS UNE EXTENSION DES DROITS, DES LIBERTES ET DE LA DEMOCRATIE

▶ DIRIGEONS L'ARGENT VERS L'INVESTISSEMENT PRODUCTIF

▶ SECURISONS LES SALARIES ET RESPONSABILISONS LES EMPLOYEURS

De l'argent, il y en a dans les poches du patronat, dans les coffres des banques, ici ou dans les paradis fiscaux, sur les marchés financiers partout dans le monde. C'est cet argent qui ne va pas à l'investissement productif, au logement, au développement des services publics, à la protection sociale.

C'est cet argent qui manque en fin de mois aux salariés condamnés aux petits salaires, au chômage, aux petites retraites, aux minima sociaux.

Partout, on nous dit que nous coûtons trop cher, alors que ce sont les salariés par leur travail qui créent la richesse !

Il est temps de mettre les pieds dans le plat !

Pour sortir de la crise :

Augmentons d'abord les salaires.

A partir de la revalorisation du SMIC, exigeons la reconstruction de l'ensemble des grilles de salaires.

Ce sont les salaires qui alimentent les caisses de la protection sociale, pour la santé, la retraite, l'assurance chômage.

Partout dans le monde il faut un salaire minimum pour empêcher le dumping social !

Développons l'emploi.

Nous refusons la mise en concurrence des sites, des salariés entre eux dans les différents pays. Tous les travailleurs et les entreprises en souffrent !

Les banques, les financiers doivent être contraints de diriger l'argent vers l'investissement productif créateur d'emplois.

Nous exigeons des mesures immédiates pour arrêter de brader nos outils de production comme par exemple à Florange, chez Pétroplus ou encore chez Peugeot. Il faut au contraire des mesures permettant le développement de notre appareil productif, de services publics de qualité et permettre une reconquête industrielle.

Protégeons les salariés des aléas de la vie professionnelle et sociale.

Nos acquis sociaux (sécurité sociale, retraite par répartition, assurance maladie, assurance chômage) sont issus des luttes des travailleurs avec le mouvement syndical. Non seulement nous les défendons mais nous proposons de les étendre. Partout dans le monde, les travailleurs ont besoin de cette protection et nous en vient.

C'est à cette protection sociale qu'aspirent les travailleurs en Chine, au Bangladesh, en Amérique latine et dans tant de pays. Ils aspirent à un droit protecteur pour les salariés, à la reconnaissance du droit syndical. Or c'est ce droit qui est remis en cause dans la loi qui transpose l'Accord National Interprofessionnel du 11 janvier signé par le patronat et trois syndicats.

Cette loi protège les employeurs et flexibilise davantage les salariés.

Comment croire un moment qu'un accord jugé historique par le MEDEF soit favorable aux salariés, à l'emploi.

Il faut, au contraire, sécuriser l'emploi, redonner de réels droits aux salariés dans les entreprises !

Le 1^{er} mai, mobilisons-nous pour l'emploi, pour le progrès social, contre l'austérité !

vendredi 19 avril 2013